



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article198>

ANNAPOLIS : UN DOUBLE DENI, UNE LOGIQUE DE GUERRE

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

UJFP

Date de mise en ligne : mercredi 12 décembre 2007

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

La rencontre d'Annapolis n'est pas une rencontre de paix. Elle n'aborde aucune des questions fondamentales, par contre cette rencontre s'inscrit dans une logique de guerre contre l'Iran. A ce titre elle constitue un danger pour la paix.

Cette rencontre veut tout d'abord imposer un déni de réalité :

Les bases de l'examen de la situation ignorent délibérément les deux sources majeures du conflit : l'occupation israélienne et la colonisation galopante des territoires palestiniens occupés. Cette colonisation, qui n'a jamais cessé depuis 1967, a continué malgré tous les engagements signés par Israël :

Le paragraphe 7 des accords d'Oslo stipule : « aucune des parties ne prendra de mesures unilatérales modifiant la situation sur le terrain, avant l'achèvement des négociations sur un statut définitif ». Or au cours de la décennie qui a suivi, le nombre des colons a doublé.

Et à quoi Israël s'est-il engagé dans la Feuille de Route ? : « Le gouvernement d'Israël gèlera toute activité de colonisation, conformément au rapport Mitchell, y compris la croissance naturelle des colonies ». (*Gideon Lévy Haaretz 20 novembre 2007*).

Ces obligations sont loin d'être respectées. **Et depuis la conférence d'Annapolis, s'est engagée la construction dans la colonie d'Ar Homa de trois cent cinquante unités de nouveaux logements pour des colons.**

Ce sont l'occupation et la colonisation qui menacent la paix, des négociations qui ne partent pas de cette réalité ne peuvent conduire à la paix.

L'élimination de Gaza et l'absence de toute représentation du HAMAS démocratiquement élu de ces pourparlers est aussi un déni de réalité qui ne permet pas d'envisager la création d'un Etat palestinien viable.

Cette rencontre veut en même temps imposer un **déni du droit international** :

Les négociations sont prévues sous l'égide exclusive des Etats-Unis, sans aucune médiation :

" Ni celle du Quartette signataire et garant de la Feuille de Route, unique référent des négociations,

" Ni celle de l'ONU : Israël a exigé et obtenu que soit retirée la motion proposée par les Etats-Unis au vote de l'ONU pour soutenir le processus engagé à Annapolis, les officiels israéliens étaient en effet « soucieux qu'une résolution formelle n'implique trop les Nations Unies dans les efforts de paix au Moyen-Orient. » (*Pas de calendrier définitif pour les pourparlers avec les Palestiniens. Haaretz service et Reuters 2/12/2007*).

Annapolis installe en réalité des négociations unilatérales

Enfin en imposant comme objet de négociation la reconnaissance par les Palestiniens du caractère juif de l'Etat d'Israël elle remet en cause le droit internationalement reconnu du retour des réfugiés et elle occulte le fait que 20% de la population israélienne est palestinienne.

La feuille de route elle-même présente l'énorme avantage, ainsi que l'a affirmé Olmert à son cabinet, de placer en tête de tout son développement l'exigence de sécurité d'Israël et l'obligation faite aux Palestiniens d'éradiquer le terrorisme. Les termes de la déclaration commune permettent d'entendre qu'Israël n'aura à exécuter un quelconque engagement qu'après l'application par les Palestiniens de tous les engagements de la Feuille de Route.

Mission est donc donnée à Mahmoud Abbas d'engager une véritable guerre civile dans les Territoires Occupés, et sur le terrain les Forces Spéciales de l'Autorité Palestinienne entraînées dans la région de Jéricho sous la direction du Général Américain Dayton, procèdent déjà à des dizaines d'arrestations quotidiennes en Cisjordanie pour répondre à cette exigence.

Cette rencontre ne cherche pas à installer une logique de paix mais une logique de guerre.

Elle entérine l'abandon de Gaza à la tragédie de l'étranglement et à présent aux menaces d'une attaque d'envergure par l'armée israélienne qui se précisent tous les jours : le gouvernement se dit prêt à l'invasion, ainsi que le rapporte la presse israélienne et américaine. De vrais pourparlers de paix nécessitent le gel immédiat de la colonisation, la levée du siège de Gaza, l'invitation à la table des négociations de représentants du Hamas démocratiquement élus, la mise en place d'une véritable conférence internationale sous l'égide de l'ONU avec de véritables médiateurs et non des Etats complices ou à la botte des Etats-Unis. C'est ce que le mouvement international de solidarité doit exiger pour que l'on puisse parler de négociations de paix.